

Déclaration

LA DÉCLARATION DE RESTAURATION

06 JUILLET 2021

(76.21)

Une fois de plus, au fil des événements humains, 245 ans + 2 jours après l'adoption de la Déclaration d'Indépendance (04 juillet 1776), il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui les lient à une entité. Nous déclarons donc que tous les dirigeants de GOUVERNEMENT FÉDÉRAL soient démis de leurs postes, fonctions, emplois, etc. ; élus ou non ; et *Nous, le Peuple*, affirmons nos droits — accordés par les lois de la Nature et garantis par la Constitution pour les États-Unis [1] — de restaurer et de rétablir notre gouvernement conformément aux intentions originales de nos Pères fondateurs. Nous reconnaissons que les motifs d'une telle suppression doivent être raisonnables et qu'un respect décent des opinions du genre humain exige que nous déclarions les causes qui nous poussent à cette suppression.

Nous considérons que ces vérités vont de soi, que tous les hommes et toutes les femmes sont créés égaux, qu'ils sont dotés de certains droits inaliénables ; que parmi ceux-ci se trouvent la Vie, la Liberté et la poursuite du Bonheur ; que dans le but d'assurer ces droits des gouvernements sont institués parmi les peuples et tirent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés ; que chaque fois qu'une forme de gouvernement devient destructrice de ces fins, le peuple est en droit de la modifier ou de la restaurer et d'instituer un nouveau gouvernement dont les agents, fonctionnaires et employés nouvellement élus restaureront ses fondements sur de tels principes en rétablissant ses pouvoirs dans la forme qui leur semblera la plus susceptible d'assurer leur sécurité et leur bonheur.

En effet, la prudence dicte que les gouvernements depuis longtemps établis ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères ; et, en conséquence, l'expérience a montré que la population est plus disposée à souffrir, quand les maux sont supportables, que d'exercer son droit de restaurer la forme de gouvernement conçue et créée par nos Pères Fondateurs il y a plus de 234 ans. Mais quand une longue suite d'abus, de voleurs et d'alliances secrètes, d'usurpations et d'assujettissements secrets manifeste le dessein de la rabaisser sous l'avidité, la corruption, la malversation et s'avance toujours plus en avant vers le despotisme, c'est le droit du peuple — c'est même son devoir — de se débarrasser d'un tel gouvernement, de restaurer sa fonction d'instrument des gouvernés qui effectueront de nouvelles protections et de nouvelles modifications pour sa sécurité future.

L'histoire du soi-disant GOUVERNEMENT FÉDÉRAL actuel est une histoire de secret répété, de préjudices, d'usurpations, de corruption, de vol, de malversations et de despotisme, tous ayant pour objet direct l'établissement de l'intérêt personnel, de l'argent et du pouvoir avant le service aux États et au peuple, son maître légitime.

Que ces faits soient soumis au monde candide comme preuves : les agents, fonctionnaires et employés de GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

- ont conspiré à former une «fiction juridique» ou société «FÉDÉRALE» appelée LES ÉTATS-UNIS afin de «contourner» secrètement le gouvernement constitutionnel que *Nous, le Peuple* avons ordonné par l'entremise de nos pères fondateurs ;
- ont conspiré à former une «fiction juridique» ou société «FÉDÉRALE» appelée CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE pour «contourner» secrètement de la Constitution originale des États-Unis d'Amérique ;
- ont créé cette «fiction juridique» ou «juridiction secrète» afin de nous soumettre, d'outrepasser nos droits et libertés, et d'atteindre leurs objectifs infâmes de monopole, de cupidité, de tyrannie, de monarchie et de contrôle ;
- permettent le démantèlement secret, subtil et progressif de notre République constitutionnelle et l'installation d'une monarchie (ou oligarchie) ;
- participent à la collusion, au complot, à la fraude, aux faux prétextes, au racket et autres activités secrètes et néfastes dont les objectifs et but final sont l'argent, le pouvoir et le contrôle total ;
- autorisent des monopoles commerciaux tels que l'AMA [2], Big Pharma, le CDC [3], Big Oil [4], Big Tech [5], RESERVE FEDERALE [6], et autres, de dicter, de dominer et de contrôler les industries ;
- autorisent et même participent à des complots visant à subvertir la liberté et la Constitution.
- détruisent la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté de choix, pour ne nommer que ceux-là, qui sont des droits inaliénables (des droits qui ne peuvent être ni ôtés ni cédés) ;
- imposent, ordonnent, restreignent, interdisent (réduisent) et appliquent, de manière flagrante, de soi-disant «lois» et règles à *Nous, le Peuple* hors l'«application régulière de la loi», ce qui est complètement et indéniablement inconstitutionnel. (Voir 4e Amendement) ;
- La Constitution garantit nos droits inaliénables (droits qui ne peuvent être ni ôtés ni cédés). Elle déclare spécifiquement que «le Congrès ne fera aucune loi» pour «interdire», «enfreindre» ou «réduire» nos droits. Les synonymes qui représentent au mieux notre langue vernaculaire moderne sont «restreindre», «restriction», «interdire», «retenir», «empêcher», «interrompre», «réduire», «limiter», «diminuer» et «imposer». Pourtant, aujourd'hui, nos «autorités» émettent ou décrètent des «interdictions», des «ordres», des «obligations» et des «restrictions» !!! Elles «interdisent» ce que nous ne pouvons pas faire et «limitent» ce que nous pouvons faire. Elles restreignent telle ou telle activité en décrétant ce qui est essentiel et ce qui est «non essentiel... Elles nous menacent de «délits» et «amendes» pour avoir enfreint leurs «restrictions». C'est une infraction flagrante à nos droits inaliénables et à la Constitution. Aucun de ces «interdictions», «ordres», «obligations» et «restrictions» n'est constitutionnel, et tous ceux qui les soutiennent sont en violation du serment lié à leur fonction de respecter et de soutenir la Constitution ;
- ont légalisé la corruption en l'appelant «lobbying». Ils modifient la définition et le sens des mots en fonction de leurs objectifs néfastes ;
- ont confié le contrôle financier de notre pays à une banque privée (la *Federal Reserve Bank*), qui n'opère qu'à sa propre croissance et à ses propres gains et ceux de ses alliances ;
- ont permis que la devise de ce pays soit monétisée par la dette et soutenue par rien d'autre que le travail acharné de ses citoyens ;

- ont permis à la cupidité, à l'argent et au pouvoir de prendre le pas sur leur serment de défendre et de soutenir la Constitution ;
- ont fait de la réélection une priorité sur le service rendu aux électeurs et ont vendu leurs votes pour atteindre cet objectif ;
- ont abusé et restreint (réduit) notre liberté et les libertés publiques au nom de la «sécurité nationale» ou de la «sûreté» ;
- placent les objectifs de leurs alliances au-dessus du bien du peuple ;
- ont, de toute évidence, abandonné l'honnêteté, l'intégrité, le respect et la civilité au profit de stratégies, de sujets de discussion et de manœuvres politiques ;
- ont imprudemment dépensé nos deniers au-delà de nos moyens de revenus par plus de 28 billions de dollars, mettant en danger la stabilité économique de ce pays et l'avenir de nos enfants ;
- ont contourné le processus législatif et élargi la portée des décrets exécutifs, rendant ainsi caduques les freins et contrepoids législatifs envisagés par nos fondateurs ;
- ont installé des juges qui statuent en fonction d'alliances politiques, d'influence et autres pressions plutôt que de respecter la Constitution ;
- ont adopté des lois et promulgué des règles législatives qui facilitent des modes de vie extravagants comprenant d'énormes avantages et retraites pour eux-mêmes et leurs familles ;
- ont mal géré les lois de naturalisation des étrangers, refusant de protéger nos frontières et décourageant l'immigration en rendant trop difficile l'éligibilité à l'immigration dans ces États Unis ;
- nous ont imposé des impôts sans notre consentement et sans amendement constitutionnel.
- n'ont pas «réparti» les impôts de manière équitable comme le prévoyait à l'origine l'article 1 section 2 de la Constitution d'origine ;
- utilisent des agents de l'«Internal Revenue Service» [7], de la FDA [8], de la FTC, [9] du CDC, de l'EPA [10], du BLM [11], de la FEMA [12] et d'autres agences inconstitutionnelles pour harceler et causer des préjudices aux citoyens respectueux des lois et à leurs moyens de subsistance, etc. ;
- ont mené des actions militaires supposément préventives sans l'approbation de la législature, comme l'exige la Constitution d'origine ;
- ont appliqué certaines parties des lois mais en ont ignoré d'autres, arbitrairement et sans responsabilité ;
- ont ignoré ou enfreint les lois sans en être tenus responsables ;
- ont participé et participent encore à des comportements complotistes, monopolistiques et anticoncurrentiels en faisant la promotion d'une industrie, tout en supprimant ou en éliminant la concurrence de leur alliance ;
- ont créé des «règles législatives» de façon à manipuler la manière dont les projets de loi deviennent des lois, et à créer des obstacles empêchant certains projets de loi de jamais devenir des lois ;
- refusent que des projets de loi, qui ont été adoptés par le comité, soient votés en fonction des caprices ou de la décision du chef de la division respective de la législature ;

- adoptent des lois écrites dans le langage impénétrable d'un jargon juridique déroutant et occupant des milliers de pages de code, ce qui facilite les failles et rend la loi inaccessible aux gouvernés ;
- ont adopté des lois forçant (obligeant) les citoyens à acheter un produit ou un service [13] ;
- ont promulgué des lois afin de promouvoir des «carrières politiques», contrairement à l'intention des pères fondateurs que les élus servent le peuple et aient des mandats de courte durée.

Nous leur rappelons maintenant le pouvoir gouvernemental ultime que «Nous, le Peuple» détenons collectivement, ainsi que notre droit de révoquer le pouvoir que nous leur avons délégué. Nous déclarons notre pouvoir, notre autorité et notre droit de restaurer la Constitution et de demander, d'organiser et de tenir une Convention et une Cour constitutionnelles à cette fin. Nous désavouons leurs usurpations. Ils sont restés sourds à nos voix. Nous déclarons notre autorité et notre pouvoir de les révoquer de leurs fonctions.

- *Nous, le Peuple*, exerçons notre autorité collective et annulons et révoquons, par la présente, les FICTIONS JURIDIQUES suivantes : SOCIÉTÉ FÉDÉRALE alias «LES ÉTATS-UNIS» et sa SOCIÉTÉ FÉDÉRALE alias «CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE» et toutes les autres FICTIONS JURIDIQUES créées par eux («GOUVERNEMENT FÉDÉRAL»), ainsi que toute leur autorité.
- Nous révoquons, par la présente, notre consentement à la juridiction de et la gouvernance par le défendeur, «GOUVERNEMENT FÉDÉRAL».
- Nous révoquons, par la présente, nos signatures de tous les contrats conclus sciemment ou inconsciemment en vertu de la fiction juridique «ÉTAT FÉDÉRAL» collectivement connue et nommée ci-après «GOUVERNEMENT FÉDÉRAL».
- Nous, le Peuple, révoquons TOUS les décrets de tout président ou gouverneur, passé ou présent.
- Nous, le Peuple, révoquons la fiction juridique GOUVERNEMENT FÉDÉRAL et déclarons notre intention de supprimer, d'annuler et d'éliminer tous les postes de direction, élus ou non (postes), et de les remplacer conformément au plan énoncé dans le livre «MAP OF THIEVES» de Scott Workman.
- Nous révoquons notre consentement et annulons, par la présente, toute autre autorité accordée à WASHINGTON DC et/ou à GOUVERNEMENT FÉDÉRAL et vous ordonnons de rester tranquilles et de maintenir les opérations de base de notre gouvernement jusqu'à ce que la majorité des États et Nous, le Peuple convenions du plan susmentionné pour réinstaurer la forme de gouvernement de la République constitutionnelle qui a été volée, obscurcie, subvertie et supplantée par votre complot et vos actions frauduleuses sous la fiction juridique SOCIÉTÉ ÉTAT FÉDÉRAL alias «GOUVERNEMENT FÉDÉRAL».
- Tous les défendeurs de GOUVERNEMENT FÉDÉRAL énumérés dans notre action en justice, qui ont prêté serment de respecter et de soutenir la CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ont prêté serment de respecter et de soutenir les STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE. Cela constitue un motif de révocation immédiate et de poursuites pour crimes contre Nous, le Peuple et la Constitution d'origine et, selon la gravité des actions des accusés, constitue une trahison. À tout le moins, tous les accusés n'ont immédiatement plus de statut ou d'autorité sous quelque forme que ce soit. Tous les dirigeants seront retirés de leurs postes respectifs par Convention et Cour Constitutionnelles (C&CC). Tout EMPLOYÉ FÉDÉRAL non défendeur qui souhaite conserver son emploi auprès du gouvernement constitutionnel rétabli devra se recycler, se repositionner et prêter serment de défendre et de maintenir la Constitution pour les États-Unis d'Amérique. (Voir [Plainte/Procès](#) pour plus de détails).

Par conséquent, en appelant au monde quant à la rectitude de nos intentions, au nom et par l'autorité du bon peuple de ces États, nous publions et déclarons solennellement que ces États Unis sont, et de droit doivent être, Libres et Indépendants de ceux qui tentent d'exploiter notre système de gouvernement ; que nous avons le plein pouvoir de restaurer notre gouvernement actuel à celui de gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Pour le soutien de cette Déclaration, nous appuyant fermement sur la protection et les autorités garanties par notre Constitution originale, nous gageons mutuellement nos vies, nos fortunes et notre honneur sacré l'un envers l'autre.

Je soussigné(e) ([inscrire votre nom ci-dessous](#)), révoque, par la présente, ma signature de tous les contrats avec SOCIÉTÉ FÉDÉRALE alias LES ÉTATS-UNIS alias GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, et donne mon consentement à être un plaignant dans le procès intenté par *Friends of the Original Constitution* ® contre GOUVERNEMENT FÉDÉRAL et al. (plus de 140 autres défendeurs) dans le but de réaliser tous les objectifs, actions, enquêtes, injonctions, réparations et résultats énoncés dans ladite plainte.

En tant que citoyen des États-Unis d'Amérique, je donne mon consentement à et exige de convenir d'une Convention Constitutionnelle, tel que le prescrit l'article V de la Constitution originale des États-Unis de NE PAS rejeter la Constitution et de repartir de zéro. il n'est PAS accordé aux délégués l'autorité de faire cela, TOUTEFOIS, l'objectif de la Convention SERA de suivre les étapes spécifiques et détaillées du plan d'action tel qu'énoncé dans les trois documents suivants de Scott Workman [14] : 1) Livre : «MAP OF THIEVES» ; 2) Livre : «THE TROJAN VIRUS» ; 3) Document : Plainte/Procès contre SOCIÉTÉ FÉDÉRALE alias LES ÉTAT-UNIS, et plus de 140 MONOPOLISTES — à savoir, rétablir le gouvernement constitutionnel frauduleusement usurpé par SOCIÉTÉ FÉDÉRALE alias LES ÉTATS-UNIS.

J'autorise Scott Workman, en tant que fondateur de ce mouvement : • à être le premier délégué de Convention et Cour Constitutionnelles ; • à engager le procès ; • à me représenter en sa qualité de non-juriste [15] ainsi qu'à effectuer toutes les fonctions nécessaires, y compris mais sans s'y limiter, la sollicitation, la collecte et la publication de preuves, l'émission d'assignations à comparaître, la demande de documents aux défendeurs pour les besoins de l'enquête ; • à signifier les actes de procédure, la délivrance d'injonctions et d'ordonnances de cesser et de s'abstenir, et de statuer sur toutes les questions susmentionnées devant Convention et Cour Constitutionnelles, et à être l'un des juges délégués et président du Concile Général («Présidence») de Convention et Cour Constitutionnelles .

Je jure sous serment de défendre la liberté, de défendre la vraie Constitution, de soutenir les lois constitutionnelles de ce pays, de prêter allégeance au gouvernement constitutionnel et à ce mouvement dont l'objectif est de restaurer et de rétablir pleinement le gouvernement constitutionnel par Convention et Cour Constitutionnelles.

Les champs marqués d'un * sont obligatoires

Prénom

Nom de famille *

Adresse (adresse physique) *

Ville *

États et territoires américains *

- Sélectionnez l'état -

Code Postal *

Adresse courriel *

Confirmez l'adresse courriel *

Je suis citoyen des vrais États-Unis d'Amérique *

Oui

Autorisation *

J'autorise *Friends of The Original Constitution* ® à atteindre tous les objectifs énoncés dans la Déclaration de Restauration.

Oui

Signature *

Cliquer sur le bouton «Soumettre la signature» ci-dessous équivaut à signer la déclaration de restauration.

Oui

Courriel de confirmation *

Après avoir cliqué sur le bouton «Soumettre la signature», vous recevrez un courriel confirmant la réception de votre signature. Veuillez vérifier votre dossier de courrier indésirable si vous ne recevez pas ce courriel dans votre boîte de réception. Conservez une copie pour vos dossiers.

D'accord

Soumettre la signature

© 2021 - Friends of the Original Constitution® est **le gouvernement constitutionnel intérimaire**. Scott Workman est le représentant non-juriste de Nous, le Peuple dans notre procès de 500 billions de dollars. Il est organisateur, juge délégué et président du Concile général («Présidence») de **Convention et Cour Constitutionnelles** (C&CC) dont le but est de poursuivre les défendeurs dans le procès prévu, et de rétablir le gouvernement constitutionnel par C&CC. Tout cela est autorisé par **Nous, le Peuple** des États-Unis d'Amérique au moyen de nos signatures sur la déclaration de Restauration.

Les Notes de BibiCabaya :

- [1] Il existe deux Constitutions fédérales aux États-Unis : la Constitution Originale qui est la «Constitution *for the United States of America*», et la Constitution (statuts d'entreprise) de la société commerciale UNITED STATES (qui se fait passer pour un gouvernement légitime après avoir usurpé le gouvernement original et légitime du pays — c'est le cas dans la plupart de pays du monde, y compris en France) — et qui est la «Constitution *of the United States of America*».
- [2] Ordre Américain des Médecins.
- [3] Centre de contrôle des maladies.
- [4] Complexe pétrolier.
- [5] Les entreprises de la Silicon Valley telles que Microsoft qui, après la création de virus informatiques, se lance dans la création de virus biologiques...
- [6] Une banque privée qui n'est ni une réserve ni fédérale. L'outil d'asservissement des Rothschild et al. C'est la Réserve Fédérale qui est à l'origine du vol (sous la menace) de l'or détenu par les Américains (*Emergency Banking Act* [Loi d'Urgence Bancaire] du 09 mars 1933), avec la complicité de la société GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, avant de décider que la monnaie ne serait plus indexée sur l'or (20 avril 1933, sous la présidence de Franklin Roosevelt).
- [7] Le fisc américain.
- [8] Organe de certification des aliments et des médicaments.
- [9] Organe de protection des consommateurs.
- [10] Agence de protection de l'environnement.
- [11] Office d'administration des domaines.
- [12] Agence fédérale des situations d'urgence.
- [13] On se souviendra que Nicolas Sarkozy avait rendu obligatoire les éthylotests... par une loi publiée au JO le 1er juillet 2012 — avant qu'on ne s'aperçoive que ce dispositif ne fonctionnait pas correctement et que sa teneur en chrome était cancérigène !! Il avait été dit dans la presse que le propriétaire de l'entreprise de fabrication des éthylotests (Contralto) était un copain de Sarkozy... La boîte a fermé le 05 novembre 2012, soit 4 mois après l'apparition de la loi et surtout après avoir raflé plus de **70 millions d'euros** (de mémoire) !
- [14] Les ouvrages de Scott Workman n'ont pas (encore) été traduits en français. Ma traduction des titres : 1) Cartographie des voleurs, 2) Le virus comme cheval de Troie.
- [15] La Constitution originale américaine **proscrit** que les juristes puissent participer de quelque manière que ce soit et à quelque échelon que ce soit au gouvernement légitime du pays.